Institut Français d'Économie SciencesPo

EcoGraph 6 2026

Dette publique : la France de 2026 n'est pas la Grèce de 2009

Francesco Saraceno, *IFE|OFCE, Sciences Po Paris*

La comparaison entre la France d'aujourd'hui et la Grèce de 2009-2010 est trompeuse : le spread français reste bien plus bas et le déficit public y est compensé par l'épargne des ménages, ce qui maintient le compte courant proche de l'équilibre.

Publié le 3 novembre 2026

La France affiche un déficit excessif et va devoir se placer sur une trajectoire de stabilisation de la dette. En outre, l'instabilité politique inquiète les investisseurs et alourdit la prime de risque. Contrairement à la Grèce en 2009, pourtant, elle n'est pas au bord du gouffre.

Si l'écart de taux à 10 ans entre les obligations françaises et allemandes a augmenté depuis 2024 (voir EcoGraph n° 4, IFE, 2026), il reste nettement inférieur à celui que connaissait alors la Grèce.

Par ailleurs, la Grèce cumulait alors un double déficit, public et extérieur (ce dernier atteignant 15 % du PIB), et donc de la dette extérieure, imputable aux dépenses excessives des APU et des ménages. En France aujourd'hui, le solde négatif des APU est compensé par une épargne positive des ménages (autour de 5 % du PIB), le compte courant étant presque à l'équilibre.

Enfin, contrairement à 2010, la zone euro s'est dotée de plusieurs instruments qui permettraient, si la France venait à rencontrer des difficultés de financement, une gestion ordonnée de la crise.

La France doit assurément réduire son déficit et stabiliser sa dette. Doit-elle le faire dans la précipitation, dans l'imminence d'une crise de la dette ? Très probablement pas. Une trajectoire de stabilisation graduelle, crédible et consensuelle dissiperait l'incertitude politique et rassurerait davantage les marchés qu'une consolidation budgétaire brutale.

https://www.ofce.sciences-po.fr/blog2024/fr/2026/20261103_FS_eg.html

2010, 22 mois après le début de l'épisode, le spread grec atteint 7,2 points, contre 1,48 point pour la France en octobre 2026. En 2025, la capacité de financement des ménages français (5,7 % du PIB) plus que compense le besoin de financement des administrations publiques (−5,1 % du PIB) et le compte courant est quasi équilibré (−0,3 % du PIB) ; en 2009, la capacité de financement du secteur privé grec (4,6 % du PIB) ne couvre qu'une petite partie du besoin des administrations publiques (−15,4 % du PIB), d'où un compte courant de −10,8 % du PIB.
Note : Le spread est l'écart entre le rendement des obligations d'État à 10 ans du pays et celui de l'Allemagne, en moyenne mensuelle (critère de convergence de Maastricht) ; la dernière valeur française (1,62 point) est celle du 2 novembre 2026. Les épisodes sont alignés par mois ; la zone grise représente l'écart entre les deux spreads, sur les 23 mois communs. Capacité (+) ou besoin (−) de financement (B9) par secteur institutionnel ; leur somme,

Voir aussi :

• Mathieu Plane et Pierre Madec (2026). L'évolution du spread de la France au gré des événements politico-économiques. EcoGraph n°4